

REPUBLIQUE DU BENIN

FRATERNITE-JUSTICE-TRAVAIL

MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

Cotonou, le 19<sup>th</sup> JUL 2014

*Le Ministre*

*A*

N° 4803<sup>~c</sup> / MEF/DC/SGM/DGB/DPB/SA

MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DU  
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

COTONOU

**OBJET :** Lettre de cadrage pour l'élaboration du Budget de l'Etat,  
Gestion 2015.

Par la présente circulaire, j'ai l'honneur de rappeler à votre attention les orientations économiques et budgétaires retenues par le Conseil des Ministres en sa séance du 25 juin 2014 pour l'élaboration du projet de loi de finances, gestion 2015. Ces orientations qui, conformément à l'article 59 de la loi organique du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances (LOLF) ont fait l'objet de débat au Parlement le 30 juin 2014, doivent constituer pour vos services compétents, le cadre de référence pour l'élaboration du budget de moyens et du budget programme du ministère de l'Economie et des Finances pour la gestion 2015.

L'année 2015 constitue, après la promulgation de la LOLF, la première année de transition vers la présentation du budget de l'Etat au format de la nouvelle nomenclature budgétaire qui permettra de mettre effectivement en relation, l'utilisation des crédits budgétaires et les politiques publiques mises en œuvre.

Ainsi, les choix budgétaires à effectuer par le ministère de l'Economie et des Finances pour 2015, doivent découler des orientations quinquennales avec comme points d'application : (i) la promotion de l'emploi des jeunes; (ii) le renforcement du capital humain et des infrastructures de soutien à la production; (iii) la modernisation de l'agriculture (production vivrière, élevage et pêche) et la promotion de l'agro-industrie; (iv) le développement local. Les axes transversaux de la politique économique en 2015 sont relatifs à la promotion de la bonne gouvernance, le développement des archives, la réduction des inégalités de genre et la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.



Avec la mise en œuvre des actions retenues conformément à ces points d'application, la croissance devrait se consolider sur la période 2015-2017. Elle est projetée à 6% en 2015 contre 5,7% attendu en 2014. Cette tendance favorable s'explique entre autres par : (i) le développement des activités au niveau de l'industrie, avec le développement des activités de la Nouvelle Cimenterie du Bénin (NOCIBE) et la reprise de la production au niveau des industries cotonnières et alimentaires en liaison avec l'évolution favorable de la filière coton ; (ii) le démarrage des activités de plusieurs projets du secteur privé; (iii) l'augmentation de la production agricole, notamment la production de coton qui atteindrait les 400 000 tonnes; (iv) le bénéfice des retombées de la Table ronde tenue les 17, 18 et 19 juin 2014 à Paris.

Les bonnes perspectives ainsi annoncées au plan économique devront être accompagnées au plan budgétaire du degré de discipline nécessaire et d'une meilleure articulation entre les objectifs poursuivis et les allocations de ressources. Ainsi, en matière de gestion des dépenses publiques, il est recommandé aux ministères de poursuivre une gestion prudente dans la perspective de permettre au pays de s'engager dans le respect scrupuleux des critères de convergence de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à l'horizon 2017. Il s'agira notamment de : (i) veiller à la maîtrise des effectifs et du calcul des charges salariales par, entre autres, la maîtrise des glissements catégoriels; (ii) renforcer la maîtrise des autres dépenses de fonctionnement; (iii) procéder au suivi et à une meilleure gestion des décomptes; (iv) accélérer le processus de transfert des ressources aux communes à travers le mécanisme du Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADEC)-affecté et (v) affiner les indicateurs de performance et viser des résultats tangibles.

Les recommandations ci-dessous relatives aussi bien aux dépenses ordinaires qu'aux dépenses en capital doivent être scrupuleusement suivies par vos services en charge de l'élaboration du budget.

## **I- Dépenses ordinaires**

La répartition des crédits budgétaires aux différentes structures du ministère de l'Economie et des Finances doit se faire dans la limite de l'enveloppe globale retenue pour la tranche 2015 du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2015-2017 annexé à la présente circulaire. Cette répartition doit s'opérer de manière à prendre en compte les priorités du ministère de l'Economie et des Finances et à éviter en cours de gestion budgétaire 2015, de solliciter des ressources additionnelles sur les crédits globaux déjà répartis sur des rubriques budgétaires spécifiques et qui sont destinés à financer les dépenses d'interventions publiques conventionnelles.

Par ailleurs, il importe de souligner qu'en dehors des dépenses de personnel, les autres dépenses de fonctionnement sont indicatives et de caractère fongible.



Dans l'ensemble, la programmation et la budgétisation d'acquisitions de fournitures, matériels et mobiliers de bureau nécessaires pour le fonctionnement des services en 2015, doivent s'inscrire dans une logique de rationalisation de l'utilisation des crédits. Il est donc vivement recommandé de tenir compte des stocks de fournitures des gestions antérieures et de ne budgéter que le complément nécessaire corrigé d'un stock de sécurité.

S'agissant des propositions de crédits concernant les lignes "Charges Communes", "Dépenses Diverses de Fonctionnement", "Subventions", "Autres Transferts Courants", "Appui au Secteur", "Renforcement de Capacités", l'assistance-conseil du Délégué du Contrôleur Financier auprès du ministère de l'Economie et des Finances est recommandée. Les crédits proposés seront appuyés d'un état détaillé des activités à financer avec les montants correspondants, les natures de dépenses et les structures responsables.

## II- Dépenses en capital

Dans la formulation des propositions budgétaires, des mesures devront être prises pour corriger les insuffisances généralement notées dans les allocations de ressources à l'interne. Il s'agira :

- de réduire sensiblement le déficit de cohérence entre les objectifs des PIP et les besoins réels des populations du fait de la non implication ou de la non adhésion de celles-ci à la base;
- de renforcer la cohérence entre la planification, la programmation et la budgétisation.

Pour la gestion 2015, et le triennal 2015-2017, le Programme d'Investissements Publics (PIP) repose sur les contraintes liées aux projets en cours d'exécution ou aux contreparties. La sélection des projets et programmes de développement dépend de leur caractère prioritaire, leur statut dans le portefeuille, leur faisabilité sur le triennal et leur maturité ainsi que leur reproductibilité. Ainsi, les projets et programmes éligibles au PIP 2015-2017 concernent :

- les grands chantiers de l'Etat en cours d'exécution en matière d'infrastructures routières et énergétiques;
- les projets inscrits au PIP triennal 2014-2016 ou aux PIP antérieurs et en cours et dont l'exécution devra se poursuivre en 2015 voire au-delà;
- les projets s'inscrivant dans les points d'application du budget général de l'Etat gestion 2015 et les dépenses protégées du Programme d'Actions Prioritaires;
- les projets et programmes ayant fait l'objet de convention et compatibles avec les priorités du

Gouvernement;

- les projets "durs" financés exclusivement sur ressources intérieures ayant des dotations supérieures ou égales à 100 millions de FCFA;
- les projets et programmes présentés lors des réunions techniques à la Direction Générale du Budget ou de la Table ronde de Paris et ayant bénéficié de financement;
- les projets et programmes présélectionnés par les Programmes Régionaux et remplissant les critères de sélection au PIP.

Par ailleurs, la décomposition du programme d'investissements publics sur financement extérieur en dons-projets et prêts-projets se fera par vos services sur la base des ressources fermement attendues avec l'assurance qu'elles seront exécutées dans le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP).

Je vous saurai gré des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour faire respecter par les services compétents du ministère de l'Economie et des Finances, les orientations contenues dans la présente circulaire lors de la formulation des propositions budgétaires.



Jonas A. GBIAN

P. J. : 03

- Cadre de Dépenses à Moyen Terme 2015-2017
- Canevas de présentation du budget programme
- Canevas pour la note présentation du budget